

La Guadeloupe cé ta nou, la Guadeloupe cé pa ta yo :  
La Guadeloupe c'est à nous, la Guadeloupe n'est pas à eux!!! ... idem pour la Martinique  
*ta yo, en français = à eux*

A vous, amis sincères, de métropole et d'ailleurs, vous qui aimez nos pays des DOM,  
A vous qui avez transcendé les clivages de race, de couleur d'épiderme ou de texture capillaire, pour  
voir en nous l'Homme avec un grand H dans sa dignité.  
A vous qui nous avez aimés, à l'exemple de l'abbé Grégoire, de Victor Schoelcher et de bien d'autres  
encore qui comme vous ne figureront peut-être jamais aux tableaux des honneurs de la République,  
A vous je demande de diffuser cette lettre auprès du cercle de vos connaissances pour des raisons  
que vous comprendrez afin dis-je:

Que tous sachent, contrairement à ce qui a été dit sur certaines antennes, qu'il n'y a point de racisme  
dans nos propos (le « ta yo »), mais seulement le désir de nous approprier (le « ta nou ») une part de  
vie décente dans ces territoires confisqués par une poignée de profiteurs de toutes origines.

Que tous connaissent le mépris avec lequel nous, peuples domiens, fiers dans notre "*bâtard  
métissage*", avons été jusqu'à ce jour traités par tous les gouvernants français (de gauche comme de  
droite) qui se sont succédés à la tête de l'état.

Qu'ils comprennent que nous ne demandons ni l'aumône de l'assistanat des contribuables français  
métropolitains, ni l'indépendance de notre fierté mal placée, mais la juste reconnaissance d'une  
République ingrate dans son passé, qui a beaucoup de difficultés à regarder en face ses vieux  
démons coloniaux.

Qu'ils considèrent la honte dont est revêtue cette nation dite *des droits de l'homme*, qui est aussi la  
nôtre et qui lors de l'abolition de l'esclavage (*d'avantage sous la pression des lobbies betteraviers  
français de l'époque que par élan humanitaire*) en 1848 s'est trouvée obligée de dédommager les  
"*pauvres*" possesseurs d'esclave plutôt que ceux qui avaient subi pendant trois siècles les sévices des  
esclavagistes, les livrant poings et mains liés, sans terre et sans moyen de subsistance économique  
entre les mains de leurs anciens et aujourd'hui nouveaux "*maîtres*" toujours au service des intérêts  
coloniaux de la métropole.

Qu'ils sachent que c'est de cette iniquité historique que découle le système discriminatoire actuel que  
l'on connaît dans nos contrées. D'une part, les descendants des anciens colons (*békés bien-nés et  
possédant tout ou presque*), auxquels se sont rajoutés les nouveaux profiteurs du système capitaliste  
(*négres, indiens, chinois, syro-libanais ou mulâtres etc. ...*) et d'autre part, la grande majorité de nos  
populations, ceux qui n'ont pas eu la chance de s'insérer dans les basses classes de la fonction  
publique. La classe A étant pour une simple raison de mathématique démographique nationale (*loi du  
plus grand nombre oblige bien sûr, mais cette fois-ci au nom de l'égalité*), presque exclusivement  
occupée par nos compatriotes métropolitains, augmentant ainsi le sentiment d'injustice.

Qu'ils sachent que ces territoires sont, toujours dans la logique coloniale française, des zones de  
consommation réservées aux grandes sociétés métropolitaines y compris du bâtiment, des travaux  
publics, du traitement et la distribution de l'eau etc. ..., (*dont tous les hauts salaires reviennent aux  
métropolitains*) sans parler du scandale du prix des carburants de sorte que l'argent, gracieusement  
distribué en aumône par l'état français est en grande partie récupéré sous forme d'importation en  
quasi-totalité provenant de la métropole ou en dividendes retournant en métropole au lieu de servir au  
développement local.

Qu'ils sachent que l'Etat français *dans son extrême bienveillance*, leur a concocté un système fiscal  
unique parmi les départements de la République consistant à percevoir sur toutes les importations (*y  
compris les produits alimentaires de base*) des taxes scélérates d'octroi de mer afin de financer eux  
même par ces taxes douanières le budget de leurs communes. Ainsi c'est la consommation des  
produits importés qui permet aux communes domiennes de vivre.

Quid de la non-volonté de développer les productions locales (*par ailleurs en partie empoisonnées au  
chlordécone par les mêmes profiteurs agissant sous bénédiction de l'Etat*) afin de ne pas devoir leur  
donner une dotation équivalente à ce que perçoivent toutes les communes de la France continentale  
comme dans le Cantal ou la Corrèze ou les communes insulaires comme en Corse.

Notons ici que la Corse, qui est toute proche du continent, reçoit une dotation de continuité territoriale  
dont les lointains DOM sont généreusement exemptés en tant que sous-citoyens.

Essayons d'imaginer un seul instant les corses devant payer un petit octroi de mer (*méditerranéen*) sur toutes les marchandises en provenance du continent pour financer leurs budgets communaux ... Je vous le dis, c'est dans les jardins de l'Élysée que les bombes "pèteraient".

Qu'ils sachent que ces taxes d'octroi de mer, perçues en amont sur le coût des marchandises ajouté au fret le plus cher de la planète sont de fait, génératrices de marge pour les importateurs néocolonialistes dûment confortés dans leurs privilèges de profiteurs par l'absence total de contrôle des prix par les services de l'État qui agit ainsi en véritable receleur de malfaisance.

Qu'ils sachent qu'en dehors de l'éducation à minima offerte par l'école publique, rien n'a jamais été engagé dans nos territoires afin de nous permettre de sortir de notre marasme structurel et nous autoriser à nous considérer comme des français à part entière au sein des valeurs d'égalité prônées pompeusement par notre République hypocrite toute prête à donner des leçons au monde entier.

Qu'ils sachent que la moutarde de l'injustice accumulée depuis plusieurs siècles, amplifiée par la crise internationale nous est montée au nez et que nous avons décidé de péter les plombs.